

RDC : l'insupportable retour du discours génocidaire

Hubert Leclercq

La Libre Belgique, 29 décembre 2025

Le porte-parole de l'armée congolaise, le général Ekenge, invité ce week-end à la télévision publique congolaise, a déployé un discours insupportable qui a rappelé les pires heures du génocide des Tutsis au Rwanda.

Le général congolais n'a pas hésité à mettre en garde ses "*compatriotes mâles contre le rôle de la femme Tutsie*" et donc, selon lui, forcément rwandaise, qui chercherait à imposer le pouvoir de son ethnie par tous les moyens, même les plus intimes. Un discours nauséux qui diffame toutes les femmes Tutsies et qui rappelle sans le moindre doute des passages les plus avilissants des "dix commandements Hutu" publiés en 1990 et qui se référaient à d'autres commandements similaires publiés en 1959, lors de la "Toussaint rwandaise" qui chassa des centaines de milliers de Tutsis du Rwanda. À chaque fois, le premier commandement visait la femme

Tutsie et son rôle prétendument "*per-vers*". Lors du génocide de 1994, les mêmes références ont notamment débouché sur des caricatures publiées dans la presse rwandaise, pour tenter de légitimer l'insupportable chasse aux femmes de cette ethnie et leur massacre.

Le même discours haineux, dont on sait les millions de morts qu'il a provoqués, a encore droit de cité sur les ondes congolaises.

Le pouvoir de Félix Tshisekedi à Kinshasa joue depuis des mois avec la mèche de cette bombe raciste, qui a notamment justifié des arrestations de hauts gradés, des massacres, des chasses à l'homme basées sur le faciès et même des bombardements par l'armée congolaise de régions peuplées par les Tutsis au Sud-kivu.

Certes, le général Ekenge a été suspendu mais le mal est fait. Ses propos ont été largement diffusés par la télévision publique. Une plainte d'un

collectif d'avocats internationaux sera déposée au parquet général et devant l'auditorat militaire de Kinshasa. Une action sera aussi intentée à la CPI. Pendant ce temps, la plus haute autorité congolaise continue de recevoir ouvertement des personnages qui ont bâti leur réputation sur ces discours génocidaires, tandis que certains ministres en vue ont fait de ces sorties criminelles leur fonds de commerce dans un climat de tension exacerbée par la guerre qui sévit dans l'est du pays. Dès dimanche, le ministre belge des Affaires étrangères Maxime Prévot a, condamné "*avec la plus grande fermeté*" ces propos "*indignes*". Une sortie bienvenue.